



Réhabilitation du poste à 225 000 volts de CORDÉAC

Annexe 7 au formulaire cas par cas

Département de l'Isère

JUILLET 2020
version 0.3

Vos interlocuteurs

- **Le manager de projet RTE**

Il est le représentant de la Direction de RTE, maître d'ouvrage du projet. À ce titre, il assure la responsabilité générale du projet, auprès de l'ensemble des acteurs concernés.

Aurélie De La Cochetière

Tél : 04.27.86.27.44

aurelie.delacochetiere@rte-france.com

Email : aurelie.delacochetiere@rte-france.com

Centre Développement & Ingénierie Lyon

1 rue Crépet - CS 30728

69007 LYON Cedex 07

- **Le chargé de concertation RTE**

Le chargé de concertation assiste le manager de projet dans la concertation.

Pierre GALLO-SELVA

Tél : 04.27.86.27.14

Email : pierre.gallo-selva@rte-france.com

Centre Développement & Ingénierie Lyon

1 rue Crépet - CS 30728

69007 LYON Cedex 07

- **Le bureau d'études GÉONOMIE**

Il établit le dossier et notamment l'analyse des enjeux environnementaux.

Émilie FERLAT, chargée d'études

Tél : 04.72.04.93.86

Email : emilie.ferlat@geonomie.com

GÉONOMIE

309 rue Duguesclin

69007 LYON



Sommaire

	page
RTE et ses missions	1
 Première partie	
LA JUSTIFICATION DU PROJET	
1.1. Présentation du site de CORDÉAC	4
1.2. Présentation du projet de renouvellement du poste RTE de CORDÉAC	6
1.3. Consistance technique du projet	8
1.4. Coût du projet et planning	9
 Deuxième partie	
LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AUTOUR DU PROJET	
2.1. Milieu physique	12
2.2. Milieu naturel	15
2.3. Milieu humain	16
2.4. Paysage.....	18
 Troisième partie	
LES EFFETS DU PROJET ET LES MESURES ENVISAGÉES	
3.1. Interactions du projet avec son environnement.....	22
3.2. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu physique	23
3.3. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu naturel	24
3.4. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu humain	25

RTE et ses missions

Des missions essentielles au service de ses clients, de l'activité économique et de la collectivité.

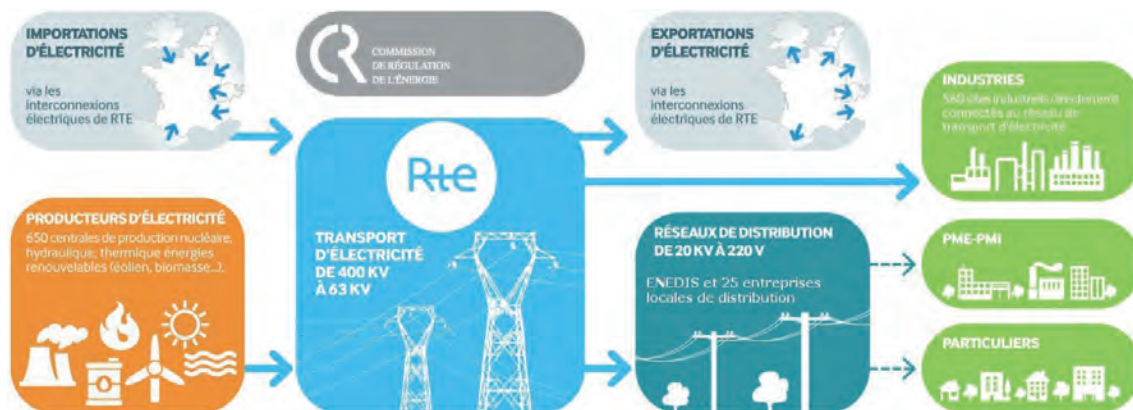
- **Des missions définies par la loi**

RTE, gestionnaire du réseau public de transport d'électricité français, exerce ses missions dans le cadre de la concession prévue par l'article L.321-1 du Code de l'énergie qui lui a été accordée par l'état. RTE, est une entreprise au service de ses clients, de l'activité économique et de la collectivité. Elle a pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute tension et très haute tension afin d'en assurer le bon fonctionnement.

RTE est chargé des 105448 km de lignes à haute et très haute tension et des 50 lignes transfrontalières (appelées « interconnexions »).

RTE achemine l'électricité entre les fournisseurs d'électricité et les consommateurs, qu'ils soient distributeurs d'électricité ou industriels directement raccordés au réseau de transport quelle que soit leur zone d'implantation. Il est garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique à tout moment.

RTE garantit à tous les utilisateurs du réseau de transport d'électricité un traitement équitable dans la transparence et sans discrimination.



En vertu des dispositions du Code de l'énergie, RTE doit assurer le développement du réseau public de transport pour permettre à la production et à la consommation d'électricité d'évoluer librement dans le cadre des règles qui les régissent. À titre d'exemple, tout consommateur peut faire évoluer à la hausse et à la baisse sa consommation : RTE doit adapter constamment le réseau pour maintenir l'équilibre entre la consommation (demande) et la production (offre).

- **Assurer un haut niveau de qualité de service**

RTE assure à tout instant l'équilibre des flux d'électricité sur le réseau en équilibrant l'offre et la demande. Cette mission est essentielle au maintien de la sûreté du système électrique.

RTE assure à tous ses clients l'accès à une alimentation électrique économique, sûre et de bonne qualité. Cet aspect est notamment essentiel à certains process industriels qui, sans cette qualité, ne fonctionneraient pas ou mal.

RTE remplit donc des missions essentielles au pays. Ces missions sont placées sous le contrôle des services du ministère chargé de l'énergie et de l'environnement, et de la commission de régulation de l'énergie. En particulier, celle-ci vérifie par ses audits et l'examen du programme d'investissements de RTE, que ces missions sont accomplies au coût le plus juste pour la collectivité.

- **Accompagner la transition énergétique et l'activité économique**

À un horizon de dix ans, d'importants défis seront à relever à l'échelle mondiale, européenne et au niveau de chaque pays. Les enjeux de la transition énergétique soulignent la nécessité d'avoir une plus grande sobriété énergétique et de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement que les énergies fossiles et de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité. La lutte contre le réchauffement climatique donne à ces préoccupations une importance accrue.

Au regard tant du nombre d'acteurs impliqués que des enjeux économiques, les principaux efforts de la transition énergétique portent sur la maîtrise de la demande et l'adaptation du réseau.

En l'absence de technologies de stockage décentralisé suffisamment matures pour être disponibles à la hauteur des besoins, le réseau de transport d'électricité continuera d'assurer dans la transition énergétique la sécurisation et l'optimisation de l'approvisionnement électrique. Cela nécessitera que RTE fasse évoluer le réseau pendant les dix années à venir ; ainsi plus de dix milliards d'euros devront-ils être investis durant cette période pour contribuer à relever les défis du système électrique.

À cet égard, RTE est un acteur important du développement économique, comme le montre l'investissement annuel d'environ 1,5 milliard d'euros comparé aux 258,1 milliards d'euros investis par l'ensemble des entreprises non financières en 2014 (source INSEE, investissement par secteur en 2014). De plus, dans le domaine des travaux liés à la réalisation des ouvrages, on estime que les retombées locales en termes d'emploi représentent 25 à 30 % du montant total des marchés.

- **Assurer une intégration environnementale exemplaire**

Le respect et la protection durable de l'environnement sont des valeurs que RTE défend dans le cadre de ses missions de service public.

RTE veille à intégrer les préoccupations liées à l'environnement le plus en amont possible et à chaque étape d'élaboration d'un projet. Ainsi, des mesures sont définies dans le but d'éviter, réduire et en dernier lieu, lorsque c'est nécessaire, compenser les impacts négatifs significatifs sur l'environnement.

Au quotidien, RTE cherche à améliorer son action en faveur de l'environnement en s'appuyant sur ses capacités de formation, de recherche et d'innovation, et sur son système de management de l'environnement certifié ISO 14001.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site : www.rte-france.com



01

La justification du projet



1.1. Présentation du site de CORDÉAC

Le site de CORDÉAC est composé de l'usine hydroélectrique EDF et du poste électrique à 225 000 volts RTE. L'usine EDF et le poste RTE sont mitoyens, ils sont situés au bord du Drac entre les villes de Grenoble au nord et de Gap au sud, dans le département de l'Isère.

L'usine hydroélectrique EDF de CORDÉAC est reliée par une conduite forcée, située 4 km en amont sur le Drac, au barrage-usine du SAUTET. Le poste électrique de CORDÉAC a été mis en service à la fin des années 1940, avec pour vocation l'évacuation de l'hydroélectricité.

Le poste RTE à 225 000 volts de CORDÉAC contribue en outre à évacuer la production des centrales hydroélectriques du Drac (300 MW* environ) et à alimenter la zone de consommation de l'Oisans et de Grenoble, par l'intermédiaire du réseau 225 000 volts entre les postes de CHAMPAGNIER et de SAINT-GUILLEME.

Le poste RTE à 225 000 volts de CORDÉAC est équipé de 2 transformateurs EDF 225 000 volts, un de 26 MVA** et l'autre de 42 MVA. Il est raccordé au réseau électrique par 4 lignes aériennes à 225 000 volts :

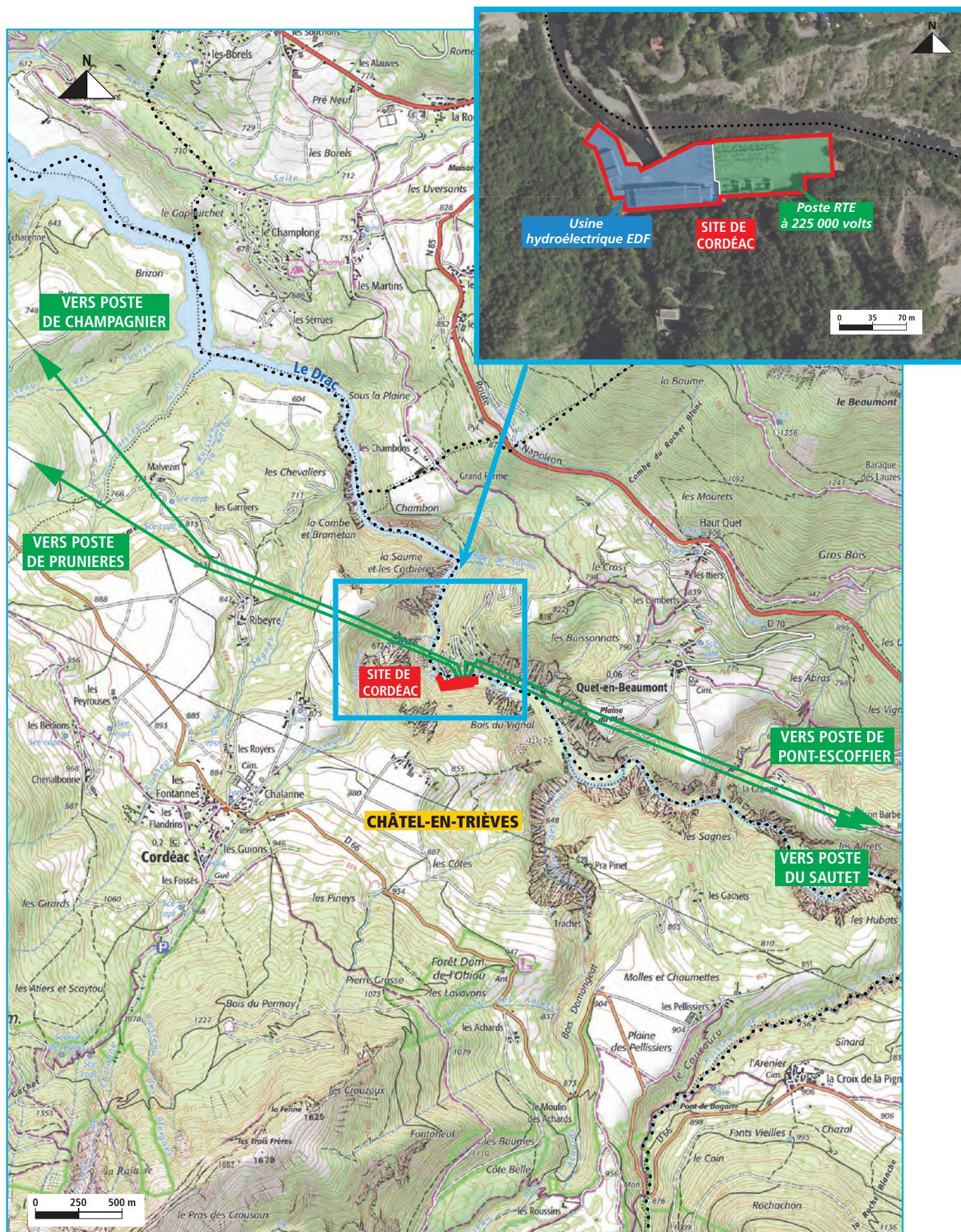
- CORDÉAC - CHAMPAGNIER - SABLES ;
- CORDÉAC - LE SAUTET ;
- CORDÉAC - PONT ESCOFIER ;
- CORDÉAC - PRUNIERES - SAINT-PIERRE-COGNET.



Site de Cordéac (poste RTE à gauche et usine EDF au centre et à droite)

* Méga Watt

** Méga Volt Ampère



Localisation du projet

1.2. Présentation du projet de renouvellement du poste RTE de CORDÉAC

Aujourd'hui certains équipements du poste RTE de CORDÉAC sont vétustes, le poste doit être mis aux normes d'exploitation et de maintenance des ouvrages électriques de RTE actuellement en vigueur conformément à l'Arrêté interministériel du 17 mai 2001 sur les distributeurs d'énergie, dit « Arrêté technique » de 2001.

Les équipements haute tension (disjoncteurs, jeu de barres, cellules électriques) nécessitent d'être rénovés. Ils seront reconstruits à proximité de leur emplacement actuel, sur une plateforme gravillonnée déjà existante.

Les nouvelles installations seront édifiées en partie au niveau des installations existantes dans le poste actuel RTE, mais également en dehors du poste RTE, sur la zone de circulation de l'usine hydroélectrique EDF.

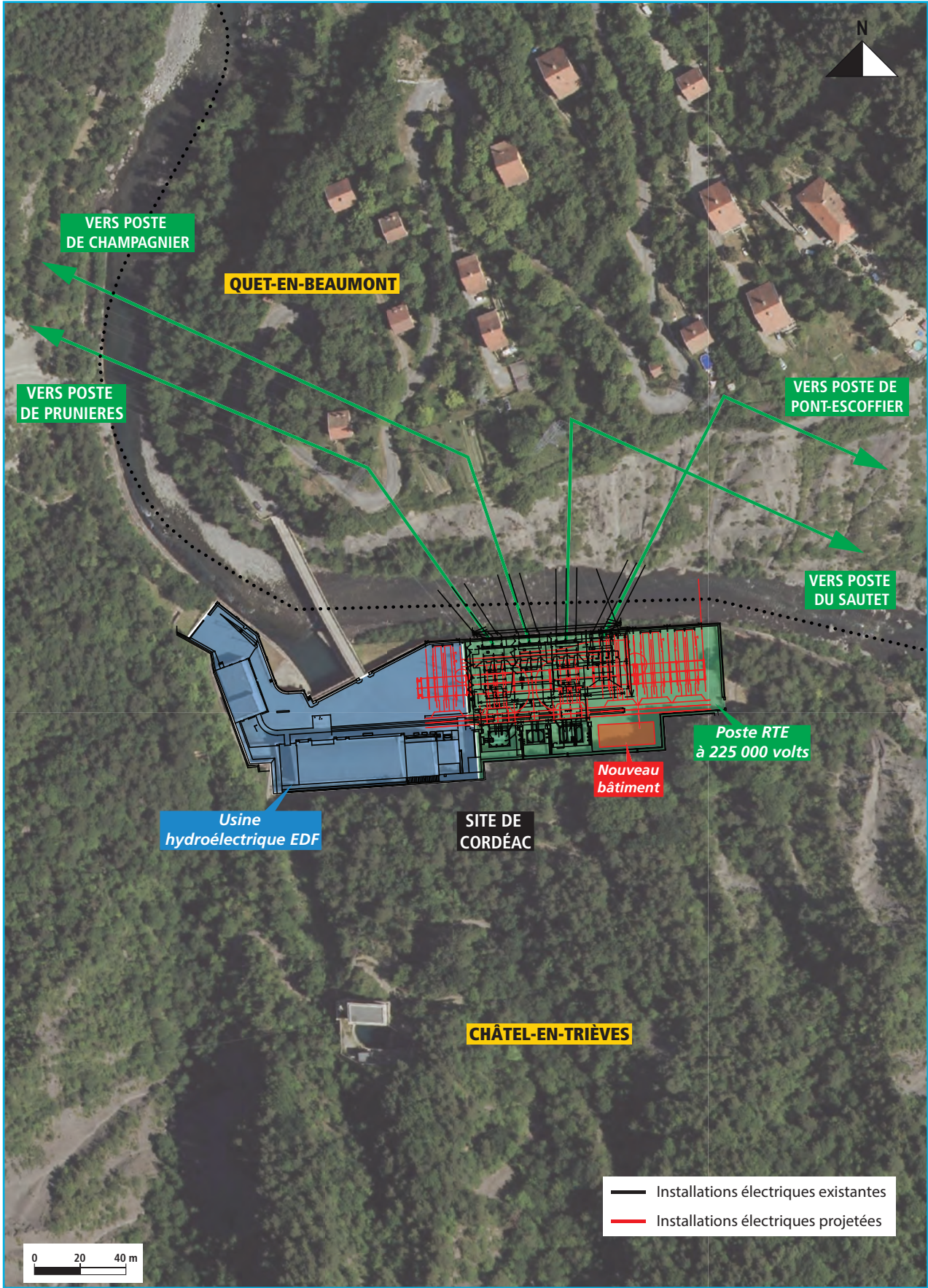


Installations haute tension existantes à rénover

Ce projet sera également l'occasion de renouveler les équipements basse tension dans le cadre du programme de numérisation du contrôle commande.

Pour cela, un nouveau bâtiment d'environ 190 m², sera construit afin d'accueillir les installations nouvelles. Elles sont actuellement localisées dans l'usine EDF.

Ce projet vise donc à réaliser des opérations de rénovation du poste de CORDÉAC sur les installations hautes et basse tension ainsi que la construction d'un bâtiment abritant les nouveaux équipements basse tension.



Plan du projet

1.3. Consistance technique du projet

Les travaux seront réalisés conformément aux dispositions « types postes » et normes en vigueur, en particulier en application de l'arrêté technique interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributeurs d'énergie électrique.

Entre le démarrage des travaux et la mise en service, plusieurs opérations se succéderont :

- le balisage du chantier,
- l'aménagement du terrain,
- la réalisation de la clôture,
- la réalisation de pistes légères,
- la construction du bâtiment technique d'une surface au sol d'environ 190 m²,
- la mise en place et raccordement des matériels électriques de contrôle commande et de puissance,
- le contrôle du fonctionnement du poste par les équipes RTE,
- la construction des nouvelles cellules haute tension,
- la démolition des cellules haute tension à renouveler.

1.4. Coût du projet et planning

Les travaux projetés sont estimés à 8 millions euros

La durée des travaux est estimée entre 8 mois et 1 an de manière discontinu.

Le chantier s'ouvrira à partir de novembre 2021.

La mise en service est prévue à l'été 2023.



02

Les enjeux environnementaux autour du projet



Les paragraphes suivants décrivent l'ensemble des composantes environnementales au droit du projet. Une zone d'étude autour du projet a été définie (voir carte p.19).

2.1. Milieu physique

2.1.1/Climatologie

Le projet est situé dans une région de transition climatique entre le climat semi-continental de la région de Grenoble et le climat subméditerranéen des moyennes montagnes dans les Hautes-Alpes.

L'ensoleillement est élevé (environ 2300 heures) et la pluviométrie est relativement basse, en comparaison de sa latitude. La situation dans un cadre montagneux favorise l'assèchement de l'air.

Il neige abondamment, mais le climat reste légèrement plus doux que dans le reste des Alpes du Nord à altitude équivalente.

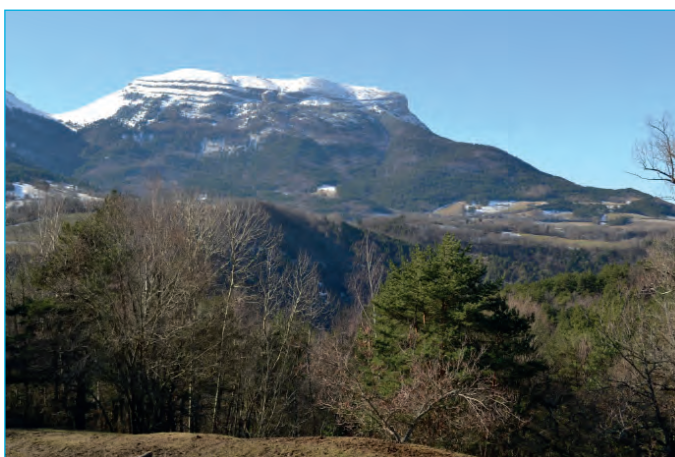
Comme dans la région de Grenoble, l'effet de foehn arrive parfois par le sud, réchauffant ainsi la masse d'air instantanément.

2.1.2/Géologie et topographie

Le projet est situé en bordure de la vallée du Drac, dans le sud du département de l'Isère. Les gorges du Drac séparent les deux entités naturelles présentes dans la zone d'étude, la Matheysine au nord et la région du Trièves au sud, appartenant aux Alpes du Nord.

La Matheysine présente un relief de plateau, sur un socle schisteux et houiller. Ce plateau Matheysin a été modelé par les grandes glaciations du quaternaire qui ont laissé une épaisse couverture de sédiments. Cette couverture donne son aspect très doux aux reliefs. Les plissements et les failles qui ont joué dans ce secteur sont à l'origine d'un affleurement houiller recélant un anthracite d'excellente qualité, qui a longtemps fait la prospérité de cette région de moyenne montagne.

Le Trièves, territoire de moyenne montagne est une vaste dépression ouverte vers le nord du sillon subalpin. L'ère quaternaire va jouer un rôle important dans la formation géologique du Trièves. Au maximum de la glaciation du Riss les glaciers de la Durance et de l'Isère se rejoignent et recouvrent de glace une grande partie du Trièves, formant ainsi des moraines. Les périodes interglaciaires vont créer des alluvions fluviales qui vont apporter un dépôt caillouteux.



Vue sur le Trièves depuis la Matheysine

Enfin au cours de la dernière grande glaciation, le glacier de l'Isère remonte la basse vallée du Drac jusqu'à Sinard. Le front du glacier crée alors un barrage naturel qui arrête les eaux du Drac, formant ainsi sur l'ensemble du Trièves un grand lac. Le lac Wurmien du Trièves occasionne le dépôt d'argiles lacustres.

2.1.3/Eaux superficielles et souterraines

Le projet RTE est localisé en bordure du Drac. Cette rivière prend sa source dans la vallée du Champsaur dans le département des Hautes-Alpes et se jette dans l'Isère à hauteur de la commune de Fontaine en aval de Grenoble dans le département de l'Isère, après une traversée de 130 km au creux des vallées alpines.

Les eaux torrentielles du Drac et de ses affluents (notamment la Romanche, la Séveraise et la Bonne) ont permis la construction d'équipements hydroélectriques importants, comme les centrales de Champ-sur-Drac et de Saint-Georges-de-Commiers, la digue de Notre-Dame-de-Commiers et le barrage de Monteynard, retenant un lac artificiel d'une capacité d'environ 240 millions de m³.

Le régime hydraulique du Drac est profondément modifié par la succession de retenues



Vallée du Drac

La zone d'étude est concernée par la masse d'eau souterraine des Formations marno-calcaires secondaires du bassin versant du Drac et grès tertiaires du Champsaur. Cette entité hydrogéologique à nappe captive est de type sédimentaire (code 585AA01).

Aucun puits de captage n'est localisé dans la zone d'étude.

2.1.4/Risques naturels

A/Risque sismique

Les communes de la zone d'étude sont classées en zone de sismicité 3 (sismicité modérée).

B/Risque mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol d'origine naturelle ou provoqué par l'homme.

Il dépend de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme. Selon le BRGM, aucun mouvement de terrain n'a été identifié dans la zone d'étude.

C/Risque avalanche

Une avalanche correspond à un déplacement rapide d'une masse de neige sur une pente, provoqué par une rupture du manteau neigeux.

Cette masse varie de quelques dizaines à plusieurs centaines de milliers de mètres cubes, pour des vitesses comprises entre 10 km/h et 400 km/h, selon la nature de la neige et les conditions d'écoulement.

Les pentes favorables au départ des avalanches sont comprises entre 30 et 55°.

Une avalanche peut se produire spontanément ou être provoquée par un agent extérieur. Trois facteurs sont principalement en cause : la surcharge du manteau neigeux, la température et le vent.

La commune de Châtel-en-Trièves a mis en place un Périmètre de risque (R111-3). Ces Périmètres de risque ont été établis conformément à la procédure de l'ancien article R111-3 du Code de l'Urbanisme (abrogé en 95). Ces documents ont la même portée juridique que les PPR (Plan Prévention Risques).

Le site de CORDEAC est concerné par le risque « avalanche-éboulement » (zone rouge-dangereuse).

RTE a missionné le bureau d'études ARIAS pour réaliser un état des risques naturels sur le versant qui surplombe le site de CORDEAC. L'analyse bibliographique a montré qu'aucun événement (avalanches, glissements de terrain, ou chutes de blocs) n'a été recensé sur le secteur d'étude.

Des reconnaissances de terrain ont été menées. Le risque d'avalanche a été écarté au vu de l'absence d'historique et de l'altitude du site situé entre 600 et 800 m.

Les aléas de rupture concernant les effondrements et chutes de blocs ont été évalués à un niveau faible à très faible.

Les coulées de matériaux ont été définies comme étant le principal risque de cette zone d'étude, du fait du volume important de matériaux meubles accumulé en pied des affleurements et de la présence des talwegs, très creusés, qui favorisent l'acheminement des matériaux en cas de fortes précipitations. De plus la présence des fascines dans le versant atteste d'un historique de ce type d'évènement sur le secteur. L'aléa de départ pour les coulées de matériaux a été estimé à moyen.

D/Inondation

Le Drac peut subir des crues, les deux communes de la zone d'étude sont concernées par un risque d'inondation. Toutefois aucune zone à risque n'a été identifiée dans la zone d'étude.

E/Risque de retrait et de gonflement des argiles

Le matériau argileux présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau.

Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau plastique et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) identifie un risque moyen sur la totalité de la zone d'étude.

Le projet est concerné par ce risque moyen.

F/Risque de rupture de barrage

Le risque de rupture de barrage brusque et imprévue est extrêmement faible. La situation de rupture est généralement liée à une évolution plus ou moins rapide d'une dégradation de l'ouvrage. À la suite de la rupture d'un barrage, on observe en aval une inondation catastrophique, précédée par le déferlement d'une onde de submersion, plus ou moins importante selon le type de barrage et la nature de la rupture.

Les communes de la zone d'étude sont concernées par le risque de rupture des barrages localisés sur le Drac.

G/Risque de feu de forêt

Les communes de Châtel-en-Trièves et Quet-en-Beaumont sont sensibles au risque feux de forêts.

Les massifs forestiers de ces deux communes sont classés en aléa nul à fort (carte synthétique de l'aléa global incendie de forêt en 2005).

2.2. Milieu naturel

2.2.1/ Milieux naturels d'intérêt

Deux ZNIEFF (Zone naturelle d'inventaire écologique faunistique et floristique) ont été recensées au niveau du projet.

Il s'agit de la ZNIEFF de type 1 n°820031927 « Vallon amont du Drac » et de la ZNIEFF de type 2 n°820003756 « Ensemble fonctionnel de la vallée du Drac et de ses affluents de Notre-Dame de Commiers ». Le zonage de type 2 souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble axé sur la vallée du Drac, dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables (notamment en matière de pelouses ou de formations forestières sèches, formant des réseaux au fonctionnement fortement interdépendant) sont retranscrits par plusieurs zones de type I.



Vallée du Drac

Le site Natura 2000 le plus proche est situé à environ 3 km du projet. Il s'agit de la ZSC n°FR8201747 « Massif de l'Obiou et gorges de la Souloise ». Aucun habitat ou espèce d'intérêt communautaire n'a été recensé au niveau du projet.

2.2.2/ Enjeux faune et flore au niveau du projet

La réalisation du projet se fera sur une plateforme gravillonnée existante dans l'enceinte du site actuel.

Il n'y aura aucune atteinte du milieu naturel. De ce fait, il n'a pas été réalisé d'expertise écologique pour ce projet.



Plateforme gravillonnée existante

2.3. Milieu humain

2.3.1/Population

Évolution du nombre d'habitants des communes de la zone d'étude entre les deux derniers recensements (source : INSEE)

Communes	1999	2010/2011	2014	2017
Quet-en-Beaumont	49	63	-	67
Châtel-en-Trièves	371	460	467	-

La commune de Châtel-en-Trièves est issue de la fusion le 1^{er} janvier 2017, des deux anciennes communes de Cordéac et Saint-Sébastien.

Après une augmentation des populations communales dans les années 2000, on observe une stabilisation du nombre d'habitants de ces deux communes rurales dans les années 2010.

Les seules habitations présentent dans la zone d'étude, sont celles du hameau du Bas-Quet, sur le territoire communal de Quet-en-Beaumont. À l'origine de ce hameau 4 maisons d'habitation pour le personnel d'exploitation de l'usine hydroélectrique de CORDÉAC.

L'ensemble des maisons individuelles est construit sur la rive droite du Drac, le long de la route sinueuse d'accès au site de CORDÉAC.

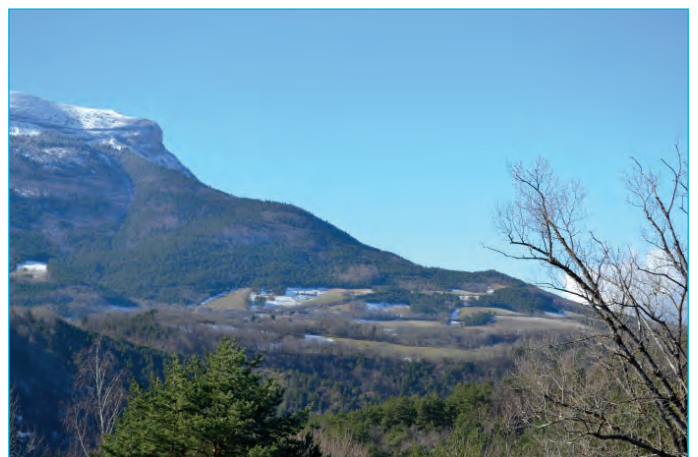


Hameau du Bas-Quet

2.3.2/Activités économiques

La zone d'étude occupe un territoire essentiellement boisé, localisé sur de fortes pentes.

L'économie locale conserve une caractérisation rurale, avec le maintien d'activités agricoles essentiellement tournées vers le pastoralisme en Matheysine et sur les cultures en Trièves. Ces deux territoires préservés et aux multiples facettes naturelles offrent de nombreux sites touristiques emblématiques à découvrir. Les nombreux touristes sont accueillis dans les multiples structures d'hébergement, avec la possibilité de pratiquer des activités sportives variées. Une chambre d'hôtes est localisée dans la zone d'étude.



L'économie locale repose sur les territoires naturels préservés

2.3.3/Infrastructures

Le site de CORDÉAC est composé de l'usine hydroélectrique d'EDF et du poste de transformation RTE à 225 000 volts. Le poste RTE est raccordé à 4 lignes électriques aériennes.

La route d'accès au site de CORDÉAC a une longueur totale de 5 300 m. Elle part du village de Quet-en-Beaumont sur la route départementale n° 85 (route Napoléon) de Grenoble à Gap. Elle franchit le Drac au droit de l'usine EDF à l'aide d'un pont en béton armé de 80 m de longueur. La route forme plusieurs lacets et la pente maximale est de 10%.



Pont accédant au site de CORDÉAC

2.3.4/Urbanisme

Les deux communes de la zone d'étude sont soumises au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

2.3.5/Patrimoine

Aucun monument historique n'intéresse la zone d'étude, ni aucune zone de présomption de prescriptions archéologiques.

2.4. Paysage



Le paysage de la zone d'étude s'inscrit dans la Vallée du Drac. Cette vallée offre une structure étagée avec le lit du cours d'eau très encaissé, encadré par les pentes abruptes des massifs de la Matheysine et du Trièves. Ces pentes sont majoritairement recouvertes par les boisements denses et les falaises rocheuses.

Dans ce cadre sauvage, l'aménagement hydraulique du site de CORDÉAC situé en fond de vallée, n'est perceptible qu'à son approche, les vues sont possibles uniquement par la route d'accès et le pont reliant les deux rives du Drac.



Poste RTE en fond de vallée


MILIEU PHYSIQUE

-  800m Point haut
-  617m Point bas

 Cours d'eau











La totalité de la zone d'étude est soumise au risque moyen de retrait-gonflement des argiles

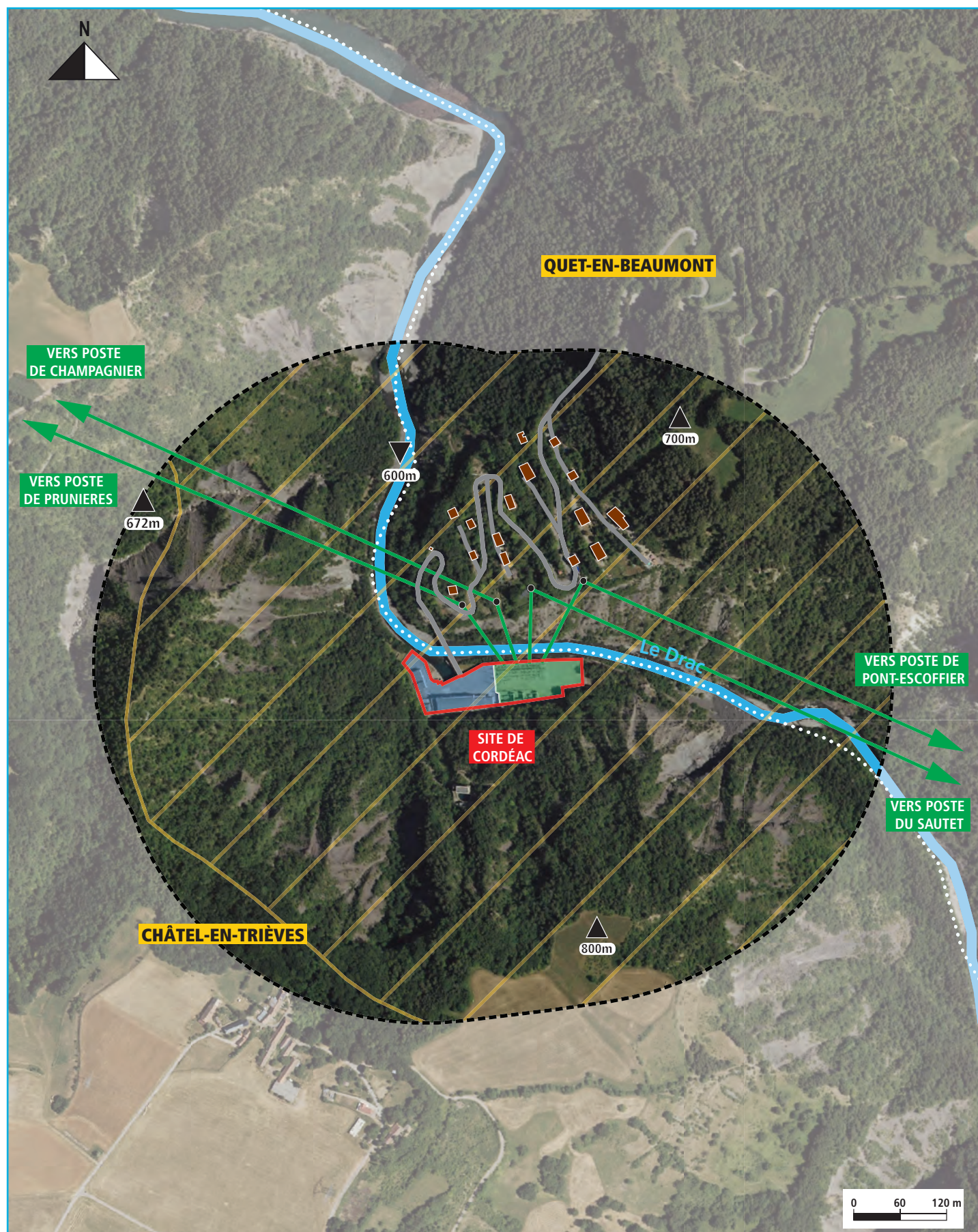
MILIEU NATUREL

-  ZNIEFF de type 1 «Vallon amont du Drac»

La totalité de la zone d'étude est concernée par la ZNIEFF 2 «Ensemble fonctionnel de la vallée du Drac et de ses affluents à l'amont de Notre-Dame de Commiers »

MILIEU HUMAIN

-  Bâti
-  Route d'accès
-  Site de CORDÉAC
-  Usine hydroélectrique EDF
-  Poste RTE à 225 000 volts
-  Ligne électrique aérienne à 225 000 volts
-  Pylône électrique
-  Limite de la zone d'étude
-  Limite communale
-  Communes concernées par la zone d'étude



Synthèse de l'environnement



03

Les effets du projet et les mesures envisagées



3.1. Interactions du projet avec son environnement

Ces effets peuvent être « temporaires », c'est-à-dire liés à la phase chantier (dans ce cas ils disparaissent plus ou moins rapidement à l'issue des travaux), ou « permanents », c'est-à-dire constants et irréversibles (même s'ils peuvent être minimisés).

3.1.1/Effets « temporaires » liés à la phase travaux

La phase de construction des ouvrages électriques induit inévitablement des impacts : les travaux engendrent des nuisances pour les riverains et les personnes fréquentant le secteur concerné (bruit, poussière, circulation d'engins, ouverture de tranchée, perturbation de la circulation...).

Ces nuisances sont temporaires et proportionnelles à la sensibilité de l'environnement local.

3.1.2/Effets « permanents » liés à la présence de l'ouvrage

L'implantation d'un futur poste électrique modifie la nature de l'occupation du sol. Dans le cas du présent projet, la réhabilitation du poste de CORDÉAC se fera dans l'enceinte actuelle du site, sur une plateforme déjà aménagée.

D'autre part, un poste électrique peut avoir des incidences paysagères. Ces dernières sont proportionnelles à la sensibilité du paysage (ouvert/fermé), à la fréquentation du site et à la proximité de zones d'habitations.

3.1.3/Contraintes techniques

Les contraintes techniques sont liées aux dispositions constructives exigées par l'Arrêté Technique interministériel du 17 mai 2001 (qui définit les conditions techniques d'établissement des réseaux électriques dans le cadre des règlements nationaux et de la normalisation internationale) et aux servitudes d'utilité publique (distance réglementaire par rapport aux autres ouvrages...).

3.2. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu physique

3.2.1/Topographie

Le terrain envisagé présente une topographie plane ne nécessitant pas d'importants remblais/déblais.

3.2.2/Eaux superficielles

Le projet de réhabilitation du poste est soumis à la rubrique 1.1.1.0 au titre de la déclaration loi sur l'eau. Cette rubrique concerne la pose d'un piézomètre dans un forage au niveau du site du projet (parcelle 835). Le dossier de déclaration sera instruit par la DDT de l'Isère.

3.2.3/Risques naturels

Les risques naturels identifiés sur le versant surplombant le site de CORDEAC ont été pris en compte par RTE.

L'étude géotechnique est en cours (étude d'aléa et d'avant-projet), elle définira les modalités pour une éventuelle mise en conformité du versant. Une dérogation sera demandée lors du dépôt du permis de construire.

3.3. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu naturel

Le projet de réhabilitation du poste de CORDÉAC se situe dans l'enceinte du site de CORDÉAC, sur une plateforme gravillonnée existante.

Aucune détérioration du milieu naturel environnant ne sera réalisée.

3.4. Mesures envisagées vis-à-vis des composantes du milieu humain

3.4.1/Zones urbanisées

Le projet de réhabilitation du poste de CORDÉAC se situe à l'écart de zones urbanisées. La plus proche habitation, de l'autre côté du Drac, est à plus de 100 m du projet.

3.4.2/Activités économiques

Le projet de réhabilitation du poste de CORDÉAC se situe dans l'enceinte du site de CORDÉAC, sur une plateforme gravillonnée existante. Les nouvelles installations seront en partie sur la zone de circulation de l'usine hydroélectrique EDF (conventionnement en cours avec EDF).

3.4.3/Infrastructures

Les travaux seront sans incidence sur les infrastructures avoisinées.

3.4.4/Documents d'urbanisme

Le projet est compatible avec le RNU.

3.4.5/Patrimoine

Les travaux seront sans incidence sur le patrimoine.

3.4.6/Paysage

Le site du projet est localisé dans le fond de la vallée du Drac. Un seul accès est possible pour relier le poste, les vues en direction du site sont donc peu nombreuses. La perception du site se fait à son approche, lors du passage sur le pont traversant le Drac. Les vues depuis les habitations, en face du site, sont fugaces, les boisements masquent les vues.

De plus, le site de CORDÉAC est déjà appréhendé dans le paysage. Les travaux de réhabilitation envisagés ne constitueront pas un nouveau point d'appel visuel, car les installations haute tension seront renouvelées en quasi-lieu et place.

